

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2012 — 3179

[C – 2012/29442]

**21 SEPTEMBRE 2012. — Décret relatif à la participation  
et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° établissement d'enseignement supérieur : soit une Ecole supérieure des Arts telle que visée à l'article 24 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, soit une Haute Ecole telle que visée à l'article 1<sup>er</sup>, 1°, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, soit une institution universitaire telle que visée à l'article 10 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités;

2° jour ouvrable : un jour ouvrable est à l'exclusion des dimanches et jours fériés légaux l'ensemble des jours calendrier.

**TITRE II. — De la participation étudiante au sein des établissements d'enseignement supérieur**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des droits reconnus aux représentants des étudiants**

**Art. 2.** Les représentants des étudiants ont accès, dans les mêmes conditions que les autres membres des organes dont ils font partie, aux documents nécessaires à l'exercice de leur mandat, dans le respect des lois, arrêtés et règlements relatifs au respect et à la protection de la vie privée lorsqu'il s'agit de documents ayant trait à des personnes.

**Art. 3.** Les représentants des étudiants dans les différents organes constitués au sein de chaque établissement d'enseignement supérieur ne peuvent subir de sanction pour les actes posés dans l'exercice de leur mandat ou du fait de celui-ci, à l'exception des actes illégaux ou contraires aux réglementations en vigueur dans l'établissement d'enseignement supérieur au sein duquel ils sont élus ou désignés.

Cette protection s'étend aux actes posés par les étudiants candidats lors de la campagne électorale visée au Chapitre III, ainsi qu'aux actes posés dans l'exercice de leur mandat ou du fait de celui-ci par les étudiants cooptés dans les différents organes de participation.

**CHAPITRE II. — Des missions des représentants des étudiants**

**Art. 4.** Les représentants des étudiants ont notamment pour mission :

1° de représenter les étudiants de l'établissement d'enseignement supérieur;

2° de défendre et promouvoir les intérêts des étudiants, notamment sur toutes les questions relatives à l'enseignement, à la pédagogie et à la gestion de l'établissement d'enseignement supérieur;

3° de susciter la participation active des étudiants de l'établissement d'enseignement supérieur en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de citoyen actif, responsable et critique au sein de la société et de leur établissement d'enseignement supérieur;

4° d'assurer la circulation de l'information entre les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur et les étudiants;

5° de participer à la formation des représentants des étudiants afin d'assurer la continuité de la représentation;

6° de désigner leurs représentants au sein des organes de l'établissement d'enseignement supérieur;

7° d'informer les étudiants sur leurs droits, sur la vie de l'établissement d'enseignement supérieur et sur les possibilités pédagogiques qui leur sont offertes.

**CHAPITRE III. — De l'élection des représentants des étudiants**

**Art. 5.** L'étudiant qui souhaite être candidat à l'élection visée par le présent chapitre doit être inscrit régulièrement au sein de l'établissement d'enseignement supérieur concerné au plus tard le jour de l'élection.

**Art. 6.** Sont électeurs les étudiants qui sont inscrits régulièrement au sein de l'établissement d'enseignement supérieur concerné au plus tard le jour de l'élection.

**Art. 7.** Les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur apportent les moyens nécessaires à l'organisation de l'élection. La périodicité de cette élection est déterminée dans le règlement électoral visé à l'article 8, celle-ci peut être annuelle ou bisannuelle.

**Art. 8.** Il est établi un règlement électoral comprenant au moins :

1° le principe de l'élection des représentants des étudiants par et parmi les étudiants de l'établissement d'enseignement supérieur, selon les modalités visées à l'article 9;

2° l'organisation des élections dont la période électorale;

3° la date d'entrée en fonction des représentants élus;

4° le nombre de mandats disponibles au sein du Conseil des Etudiants. Celui-ci est déterminé par le Conseil des Etudiants en place, dans le respect des normes fixées à l'article 10;

5° la mise en place et la composition d'une commission électorale chargée du contrôle et du dépouillement;

6° la diffusion d'une information auprès des étudiants électeurs.

**Art. 9.** Pour être valable, le scrutin doit avoir recueilli la participation d'au moins 20 % des étudiants visés à l'article 6.

Si le quorum visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas atteint, un second tour d'élection est organisé. Pour être valable, le vote de ce second tour doit rassembler au moins 15 % des étudiants visés à l'article 6.

Si le quorum visé à l'alinéa 2 n'est pas atteint, le Conseil des étudiants ne peut être valablement constitué.

Les résultats des élections, comprenant le nombre de votants et le nombre de voix recueillies par chaque candidat, sont transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement d'enseignement supérieur.

#### CHAPITRE IV. — *Du Conseil des Etudiants*

**Art. 10.** Il est institué auprès de chaque établissement d'enseignement supérieur un Conseil des Etudiants composé des représentants des étudiants élus par les étudiants visés à l'article 6.

Pour être valablement constitué, le Conseil des Etudiants doit :

1° comporter au moins 7 membres élus lors des élections visées par le chapitre III;

2° compter parmi ceux-ci au moins un représentant des étudiants issu de chaque faculté ou domaine d'études pour les institutions universitaires, de chaque catégorie pour les Hautes Ecoles et de chaque domaine pour les Ecoles supérieures des Arts. Si aucun étudiant élu ne peut remplir cette condition, les membres élus cooptent un ou des étudiants afin de remplir cette condition.

**Art. 11.** Sont élus les étudiants qui ont recueillis, par ordre, le plus de suffrages.

Si le nombre de candidats est inférieur au nombre de mandats prévu à l'article 8, 4°, les candidats élus cooptent un nombre de représentants égal au nombre de mandats restant disponibles.

Dans la mesure du possible en cas d'application de l'alinéa 2, le Conseil des Etudiants comporte, en son sein, des étudiants de première année d'études menant au grade de bachelier.

En cas de démission d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant.

Tout représentant des étudiants qui perd sa qualité d'étudiant régulièrement inscrit est automatiquement considéré comme démissionnaire.

**Art. 12.** Une fois pendant la durée de son mandat, le Conseil des Etudiants désigne ses représentants au sein des organes de l'établissement d'enseignement supérieur dans lesquels il détient des sièges.

Les représentants désignés au sein des organes de l'établissement d'enseignement supérieur peuvent être désignés en dehors des membres élus du Conseil des Etudiants, pour autant qu'ils soient inscrits régulièrement au sein de l'établissement d'enseignement supérieur concerné.

Le Conseil des Etudiants transmet la liste de ses représentants, tant effectifs que suppléants aux autorités de l'établissement d'enseignement supérieur ainsi qu'au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement d'enseignement supérieur.

**Art. 13.** Les étudiants siégeant aux seins des organes visés à l'article 16 et leurs suppléants peuvent être élus directement par et parmi les étudiants conformément à la procédure électorale définie au sein de l'établissement d'enseignement supérieur, conformément au chapitre III.

Dans ce cas, les étudiants élus forment le Conseil des Etudiants.

Le Conseil des Etudiants visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut coopter des membres supplémentaires. Les membres élus directement doivent constituer au moins un tiers de ce Conseil des Etudiants.

**Art. 14.** Chaque Conseil des Etudiants se dote d'un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci détermine au moins le mode de désignation du Président et du Trésorier du Conseil des Etudiants.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Conseil des étudiants peut être géré de manière collégiale, sans qu'un Président soit désigné.

#### CHAPITRE V. — *De la participation au sein des organes de l'établissement d'enseignement supérieur*

##### *Section I<sup>re</sup>. — Disposition générale*

**Art. 15.** Les établissements d'enseignement supérieur mettent tout en œuvre afin de permettre la participation des étudiants dans les différents organes au sein desquels ils siègent.

##### *Section II. — Dispositions spécifiques aux institutions universitaires*

**Art. 16.** Des représentants des étudiants sont membres avec voix délibérative, à raison d'au moins 20 % de la composition des organes au sein de chaque institution universitaire, qui sont compétents pour :

1° nommer le personnel administratif ainsi que le personnel spécialisé, le personnel de maîtrise, les gens de métier et de service;

2° arrêter et approuver les budgets et les comptes de l'institution universitaire;

3° décider, dans les limites des crédits budgétaires, des travaux d'entretien que nécessitent les bâtiments appartenant à l'institution et les faire exécuter dans les conditions fixées par la législation;

4° disposer, dans les limites et les conditions fixées par les lois, décrets et arrêtés, des crédits affectés à l'institution;

5° déterminer les cours, travaux et exercices pratiques relatifs aux matières de l'enseignement, conformément aux dispositions légales;

6° définir la procédure interne et les modalités de la procédure externe d'évaluation de l'enseignement et de fonctionnement de l'institution;

7° nommer les membres du personnel scientifique et académique.

**Art. 17.** Des représentants des étudiants sont membres avec voix délibérative, à raison d'au moins 25 % de la composition des organes chargés au sein de chaque institution universitaire de :

1° remettre un avis aux organes visés à l'article 16 sur toutes les questions relatives à l'utilisation des moyens pédagogiques et à l'affectation des ressources humaines;

2° émettre des propositions relatives aux études, aux examens et, en général, à l'organisation pédagogique de l'institution.

**Art. 18.** Des représentants des étudiants sont membres avec voix délibérative, à raison d'au moins 20 % de la composition des conseils de faculté ou des organes constitués au niveau des différents domaines d'études de chaque institution universitaire.

**Art. 19.** Des représentants des étudiants sont membres avec voix délibérative, à raison de 50 % de la composition du conseil social ou des organes chargés d'apporter une aide sociale aux étudiants.

**Art. 20.** Des représentants des étudiants, choisis parmi les représentants siégeant au sein des organes visés à l'article 16, peuvent être membres des organes constitués au sein de chaque institution universitaire, compétents pour des matières autres que celles visées à l'article 16 ainsi que pour la préparation des décisions relatives aux matières visées au même article, selon une proportion déterminée par les autorités des institutions universitaires.

### Section III. — Dispositions spécifiques aux Hautes Ecoles

**Art. 21.** Des représentants des étudiants sont membres avec voix délibérative, à raison d'au moins 20 % de la composition des organes de gestion ou du Conseil d'administration.

### CHAPITRE VI. — Des moyens octroyés au Conseil des Etudiants

**Art. 22.** Outre la mise à disposition gratuite de locaux, les établissements d'enseignement supérieur octroient annuellement au Conseil des Etudiants des moyens financiers destinés à leur fonctionnement.

Sans préjudice des alinéas 3 et 4, l'ensemble des moyens financiers octroyés est calculé sur la base du nombre d'étudiants régulièrement inscrits au sein de l'établissement d'enseignement supérieur au cours de l'année académique des élections.

Pour les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts, les moyens financiers octroyés se montent à au moins 10 euros par étudiant. Ce montant est indexé selon la formule suivante : Indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année budgétaire concernée / indice des prix à la consommation du mois de janvier 2012.

Pour les institutions universitaires, les moyens financiers octroyés se montent à au moins 2,5 euros par étudiant. Ce montant est indexé selon la formule suivante : Indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année budgétaire concernée / indice des prix à la consommation du mois de janvier 2012.

Les moyens financiers octroyés ne peuvent être inférieur à 1.000 euros. Ce montant est indexé selon la formule suivante : Indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année budgétaire concernée / indice des prix à la consommation du mois de janvier 2012.

Par ailleurs, les institutions universitaires mettent du personnel à disposition du Conseil des Etudiants à raison d'au moins un demi-équivalent temps plein par tranche de 10 000 étudiants entamée. Ce personnel est mis à disposition sur avis conforme du Conseil des Etudiants.

Les comptes sont transmis annuellement au Commissaire ou Délégué du Gouvernement auprès de l'établissement d'enseignement supérieur concerné. Cette transmission se fait au plus tard trois mois après la fin de l'exercice comptable.

**Art. 23.** Pour les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts, les moyens visés à l'article 22 sont octroyés par le Conseil social.

**Art. 24.** Une convention peut être établie entre plusieurs Conseils des Etudiants afin de mutualiser les moyens qui leur sont octroyés au cours d'une année académique.

La convention doit être soumise à l'approbation des Commissaires ou Délégués du Gouvernement des établissements d'enseignement supérieur concernés.

### TITRE III. — De la représentation étudiante au niveau communautaire

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Des missions des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire

**Art. 25.** Il faut entendre par organisation représentative des étudiants au niveau communautaire, l'association qui répond aux conditions suivantes :

1° avoir pour fonction de représenter tous les étudiants fréquentant un établissement d'enseignement supérieur;

2° avoir pour objet de défendre et de promouvoir les intérêts des étudiants, notamment en matière d'enseignement et de pédagogie;

3° susciter la participation active des étudiants en vue de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de citoyen actif, responsable et critique au sein de la société et de leur établissement d'enseignement supérieur;

4° assurer la circulation de l'information auprès et en provenance des étudiants;

5° participer à la formation des représentants des étudiants.

#### CHAPITRE II. — Du choix de l'organisation représentative des étudiants au niveau communautaire

**Art. 26.** Une fois sur la durée de son mandat, le Conseil des Etudiants visé au Titre II, Chapitre IV, procède au choix de sa représentation communautaire.

**Art. 27.** La réunion du Conseil des Etudiants qui doit procéder à ce choix doit comporter ce point à son ordre du jour et être convoquée au moins 10 jours ouvrables avant sa tenue.

Pour que la réunion puisse se tenir valablement, deux tiers des membres doivent être présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée au plus tôt 10 jours ouvrables après la date de la réunion initiale. Plus aucun quorum ne doit être atteint lors de cette nouvelle réunion.

**Art. 28.** Après une présentation des organisations répondant aux critères visés à l'article 25, 1° et 2° par ses représentants, les membres du Conseil des Etudiants se prononcent individuellement sur le choix de la représentation communautaire.

Le choix doit se porter sur une organisation représentative des étudiants ou sur une absence de représentation au niveau communautaire.

Le vote se fait à bulletin secret.

**Art. 29.** Le dépouillement des suffrages exprimés se déroule à l'issue du scrutin.

Le Conseil des Etudiants est réputé affilié à l'organisation représentative des étudiants qui emporte le plus de suffrages. Si la majorité des voix se porte sur une absence de représentation au niveau communautaire, le Conseil des Etudiants est réputé n'être affilié à aucune des organisations représentatives au niveau communautaire.

Les résultats du scrutin sont transmis au Commissaire ou Délégué du Gouvernement qui en assure la publicité auprès des organisations visées à l'article 28.

**Art. 30.** Pour la prise en compte des critères de reconnaissance, du calcul des moyens financiers octroyés et de la représentation des étudiants au sein des différents conseils et commissions pour lesquels celle-ci est prévue, le résultat effectif du scrutin est pris en considération. Celui-ci est exprimé en fonction du nombre d'étudiants régulièrement inscrits au sein de l'établissement d'enseignement supérieur.

#### CHAPITRE III. — *De la reconnaissance des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire*

**Art. 31.** Une organisation représentative des étudiants au niveau communautaire est reconnue si elle réunit, à l'issue des élections visées à l'article 26, les conditions suivantes :

- 1° être constituée sous forme d'asbl;
- 2° avoir son siège social dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° avoir des statuts qui respectent le décret;
- 4° garantir le pluralisme politique et philosophique en son sein;
- 5° représenter au moins 15 % des étudiants inscrits au sein des Ecoles supérieures des Arts;
- 6° représenter au moins 15 % des étudiants inscrits au sein des Hautes Ecoles;
- 7° représenter au moins 15 % des étudiants inscrits au sein des institutions universitaires;
- 8° représenter au moins 15 % des étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur et ce dans au moins 3 Provinces en Région wallonne et/ou Région de Bruxelles-Capitale;
- 9° assurer la publicité des informations destinées aux étudiants qu'elle représente et les règles d'accès aux activités, programmes et services offerts par celle-ci;
- 10° tenir une comptabilité régulière permettant le contrôle financier;
- 11° se soumettre à la vérification de la conformité de ses activités et de leur comptabilité aux conditions d'octroi des subventions, conformément au décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, les articles 61 et 62;
- 12° avoir communiqué au Gouvernement, au plus tard le 31 décembre, la composition de ses instances ainsi qu'une copie des statuts et règlements et, s'il échet, de leurs modifications.

La demande de reconnaissance doit être introduite auprès du Gouvernement au plus tard le 30 juin.

**Art. 32.** Le Gouvernement arrête, au plus tard le 30 novembre et avec effet au 1<sup>er</sup> janvier suivant, la reconnaissance des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire.

Sous réserve de l'application de l'article 34, la reconnaissance porte sur une durée de trois ans.

**Art. 33.** La reconnaissance par le Gouvernement d'une organisation représentative des étudiants au niveau communautaire permet à celle-ci :

- 1° d'obtenir la subvention annuelle visée à l'article 36;
- 2° de participer à la concertation avec le Gouvernement sur tout projet de décret ou d'arrêté réglementaire relatif à l'organisation des études dans l'enseignement supérieur ou aux allocations et prêts d'études. Le Gouvernement fixe les modalités de cette concertation;
- 3° de désigner des représentants des étudiants au sein des différents conseils et commissions pour lesquels leur représentation est prévue. Le nombre de ces représentants est établi suivant la clé D'Hondt en fonction du résultat de l'élection visée au Titre III, Chapitre II, sauf si une proposition commune est formulée par l'ensemble des Organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire. Dans ce cas, le nombre des représentants est établi suivant cette proposition.

**Art. 34.** Le Gouvernement peut retirer la reconnaissance à l'organisation représentative des étudiants au niveau communautaire qui cesse de répondre aux conditions fixées par le présent décret.

Cette procédure de retrait est précédée d'une audition des représentants de l'organisation concernée et, si celle-ci ne répond toujours pas aux conditions de reconnaissance, d'une mise en demeure par le Gouvernement.

Une fois mise en demeure, l'organisation représentative des étudiants au niveau communautaire dispose d'un délai de trente jours pour remplir à nouveau les conditions précitées. A défaut de remplir les conditions requises au terme de ce délai, ladite organisation perd sa reconnaissance.

#### CHAPITRE IV. — *Des moyens octroyés aux organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire*

**Art. 35.** Le montant total des subventions allouées annuellement par la Communauté française aux organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire reconnues s'élève à € 105.000.

Ce montant est indexé selon la formule suivante : Indice des prix à la consommation du mois de janvier de l'année budgétaire concernée/indice des prix à la consommation du mois de janvier 2014.

**Art. 36.** Une subvention annuelle est allouée à chaque organisation représentative au niveau communautaire reconnue.

Cette subvention est répartie au prorata du nombre de mois de reconnaissance de l'organisation :

1° d'une part à raison de 25 % du montant prévu à l'article 35, de manière égale entre ces organisations représentatives reconnues au niveau communautaire;

2° et, d'autre part, pour le reliquat, en fonction du pourcentage de représentativité établi lors de l'élection visée au Titre III, Chapitre II.

La justification de l'utilisation des subventions annuelles est assurée par la conservation durant cinq ans par l'organisation bénéficiaire de tous les documents justificatifs et par leur présentation à toute demande du Gouvernement.

#### TITRE IV. — Dispositions modificatives, transitoire, abrogatoires et finale

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives

**Art. 37.** Dans les articles 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, 14, alinéa 5, 15, alinéas 1<sup>er</sup> et 4 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, les mots « décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire » sont chaque fois remplacés par les mots « décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ».

**Art. 38.** Dans l'article 4*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, tel qu'inséré par le décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire, les mots « décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire » sont remplacés par les mots « décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ».

**Art. 39.** Dans les articles 7, 62, § 1<sup>er</sup> et 90, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les mots « visé à l'article 73 » sont chaque fois remplacés par les mots « visé à l'article 10 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ».

**Art. 40.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 17° du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), tel que modifié par le décret du 9 mai 2008, les mots « à l'article 27 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire » sont remplacés par les mots « à l'article 25 du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ».

**Art. 41.** Dans l'article 2, 3° du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, les mots « le décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire, le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles et le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) » sont remplacés par les mots « le décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur ».

**Art. 42.** Dans l'article 4 du décret du 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les mots « à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire » sont remplacés par les mots « à l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 21 septembre 2012 relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur »;

2° au § 2, les mots « à l'article 24, alinéa 2, du même décret » sont remplacés par les mots « à l'article 22, alinéas 4 et 5 du même décret ».

##### CHAPITRE II. — Disposition transitoire

**Art. 43.** Les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire qui sont reconnues à la date du 30 juin 2013 conservent cette reconnaissance jusqu'au 31 décembre 2013.

##### CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires

**Art. 44.** Sont abrogés :

1° les articles 73 à 77 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

2° les articles 27 à 31 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants);

3° le décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

**Art. 45.** Les Titres I<sup>er</sup> et II entrent en vigueur à partir de l'année académique 2012-2013, le Titre III entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 à l'exception des Chapitres II et III qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2012-2013, le Titre IV entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 à l'exception de l'article 43 qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 septembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 392-1. — Amendement de commission, n° 392-2. — Rapport, n° 392-3.

*Session 2012-2013.*

*Document du Parlement.* — Amendement de séance, n° 392-4.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 20 septembre 2012.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 3179

[C - 2012/29442]

**21 SEPTEMBER 2012. — Decreet betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Definities**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° inrichting voor hoger onderwijs : ofwel een Hogere Kunstschool, zoals bedoeld in artikel 24 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, ofwel een Hogeschool, zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, ofwel een universitaire instelling, zoals bedoeld in artikel 10 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

2° werkdag : een werkdag is het geheel van de kalenderdagen met uitsluiting van de zondagen en wettelijke feestdagen.

**TITEL II. — De deelneming van studenten binnen de inrichtingen voor hoger onderwijs**

**HOOFDSTUK I. — De rechten die aan de vertegenwoordigers van studenten worden erkend**

**Art. 2.** De vertegenwoordigers van studenten hebben toegang, onder dezelfde voorwaarden als de andere leden van de organen waarvan ze deel uitmaken, tot de documenten die nodig zijn voor de uitoefening van hun mandaat, met inachtneming van de wetten, besluiten en reglementen betreffende de naleving en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wanneer het om documenten gaat die betrekking hebben op personen.

**Art. 3.** De vertegenwoordigers van studenten in de verschillende organen die samengesteld zijn binnen elke inrichting voor hoger onderwijs mogen geen straf ondergaan voor de akten die gesteld worden in de uitoefening van hun mandaat of wegens de uitoefening ervan, met uitzondering van de onwettige akten of de akten die in strijd zijn met de geldende regelgevingen binnen de inrichting voor hoger onderwijs waarin ze verkozen of aangesteld worden.

Deze bescherming breidt zich uit tot de akten van studenten die kandidaat zijn bij de verkiezingscampagne bedoeld in Hoofdstuk III, alsook tot de akten gesteld in de uitoefening van hun mandaat of wegens de uitoefening ervan door gecoöpteerde studenten in de verschillende deelnemingsorganen.

**HOOFDSTUK II. — De opdrachten van de vertegenwoordigers van studenten**

**Art. 4.** De vertegenwoordigers van studenten hebben inzonderheid als opdracht :

1° de studenten van de inrichting voor hoger onderwijs te vertegenwoordigen;

2° de belangen van de studenten te behartigen en te bevorderen, inzonderheid voor alle vragen met betrekking tot het onderwijs, de pedagogie en het beheer van de inrichting voor hoger onderwijs;

3° de actieve deelneming te bevorderen van de studenten van de inrichting voor hoger onderwijs met als doel ze toe te laten volledig hun rol te spelen als actieve, verantwoordelijke en kritiekvolle burger binnen de maatschappij en hun inrichting voor hoger onderwijs;

4° voor de verspreiding van de informatie te zorgen tussen de overheden van de inrichting voor hoger onderwijs en de studenten;

5° aan de opleiding van de vertegenwoordigers van studenten deel te nemen om voor de continuïteit van de vertegenwoordiging te zorgen;

6° hun vertegenwoordigers aan te wijzen binnen de organen van de inrichting voor hoger onderwijs;

7° de studenten te informeren over hun rechten, over het leven van de inrichting voor hoger onderwijs en over de pedagogische mogelijkheden die ze geboden worden.

#### HOOFDSTUK III. — *De verkiezing van de vertegenwoordigers van studenten*

**Art. 5.** De student die kandidaat wenst te zijn op de verkiezing bedoeld in dit hoofdstuk, moet regelmatig ingeschreven worden binnen de betrokken inrichting voor hoger onderwijs en dit, uiterlijk op de dag van de verkiezing.

**Art. 6.** Worden kiesgerechtigd de studenten die regelmatig ingeschreven worden in de betrokken inrichting voor hoger onderwijs en dit, uiterlijk op de dag van de verkiezing.

**Art. 7.** De overheden van de inrichting voor hoger onderwijs zorgen voor de nodige middelen voor de organisatie van de verkiezing. De periodiciteit van deze verkiezing wordt bepaald in het verkiezingsreglement bedoeld in artikel 8, deze kan jaarlijks of tweejarig zijn.

**Art. 8.** Er wordt een verkiezingsreglement opgesteld met ten minste :

1° het principe van de verkiezing van de vertegenwoordigers van studenten door en onder de studenten van de inrichting voor hoger onderwijs, volgens de nadere regels bedoeld in artikel 9;

2° de organisatie van de verkiezingen waaronder de verkiezingsperiode;

3° de datum van ambtsbekleding van de verkozen vertegenwoordigers;

4° het aantal mandaten die beschikbaar zijn binnen de Studentenraad. Dit aantal wordt bepaald door de opgerichte Studentenraad met inachtneming van de normen bepaald in artikel 10;

5° de oprichting en de samenstelling van een verkiezingscommissie belast met de controle en de telling van de stemmen;

6° de verspreiding van informatie bij kiesgerechtigde studenten.

**Art. 9.** Om geldig te zijn, dient de stemming de deelname van minstens 20 % van de studenten bedoeld in artikel 6 te hebben bekomen.

Indien het quorum bedoeld in het eerste lid niet bereikt wordt, wordt een tweede beurt georganiseerd. Om geldig te zijn, dient de stemming van deze tweede beurt ten minste 15 % van de studenten bedoeld in artikel 6 te hebben bekomen.

Indien het quorum bedoeld in het tweede lid niet bereikt wordt, kan de Studentenraad niet geldig samengesteld worden.

De resultaten van de verkiezingen met het aantal kiezers en het aantal stemmen bekomen door elke kandidaat, worden aan de Commissaris of aan de Afgevaardigde van de Regering bij de inrichting voor hoger onderwijs bezorgd.

#### HOOFDSTUK IV. — *De Studentenraad*

**Art. 10.** Er wordt bij elke inrichting voor hoger onderwijs een Studentenraad opgericht die samengesteld wordt uit de vertegenwoordigers van studenten gekozen door de studenten bedoeld in artikel 6.

Om geldig samengesteld te zijn moet de Studentenraad :

1° ten minste 7 verkozen leden bevatten bij de verkiezingen bedoeld in hoofdstuk III;

2° ten minste één vertegenwoordiger van studenten tellen die afkomstig is uit elke faculteit of elk studiegebied voor de universitaire instellingen, elke categorie voor de Hogescholen en elk gebied voor de Hogere Kunstscholen. Indien geen enkele verkozen student aan deze voorwaarden kan beantwoorden, coöpteren de verkozen leden één of meer studenten om aan deze voorwaarden te beantwoorden.

**Art. 11.** Worden verkozen de studenten die, per volgorde, de meeste stemmen hebben bekomen.

Indien het aantal kandidaten lager is dan het aantal mandaten bepaald in artikel 8, 4°, coöpteren de verkozen kandidaten een aantal vertegenwoordigers dat gelijk is aan het aantal mandaten die beschikbaar blijven.

Voor zover mogelijk, in geval van de toepassing van artikel 2, bevat de Studentenraad de studenten van het eerste studiejaar dat aanleiding geeft tot de graad van bachelor.

Bij ontslagneming van een lid wordt dit vervangen door zijn plaatsvervanger.

Elke vertegenwoordiger van studenten die zijn hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student verliest, wordt automatisch als ontslagnemend beschouwd.

**Art. 12.** Eenmaal tijdens de duur van zijn mandaat stelt de Studentenraad zijn vertegenwoordigers aan binnen de organen van de inrichting voor hoger onderwijs waarin hij zetels heeft.

De vertegenwoordigers die aangesteld worden binnen de organen van de inrichting voor hoger onderwijs, kunnen ook aangesteld worden buiten de verkozen leden van de Studentenraad, voor zover ze regelmatig ingeschreven zijn binnen de betrokken inrichting voor hoger onderwijs.

De Studentenraad bezorgt de lijst van zowel zijn werkende als plaatsvervangende vertegenwoordigers aan de overheden van de inrichting voor hoger onderwijs alsook aan de Commissaris of Afgevaardigde van de Regering bij de inrichting voor hoger onderwijs.

**Art. 13.** De studenten die binnen de organen bedoeld in artikel 16 zetelen, alsook hun plaatsvervangers kunnen ook rechtstreeks door en onder de studenten verkozen worden overeenkomstig de verkiezingsprocedure bepaald in de inrichting voor hoger onderwijs, overeenkomstig hoofdstuk III.

In dit geval vormen de verkozen studenten de Studentenraad.

De Studentenraad bedoeld in het eerste lid kan bijkomende leden coöpteren. De leden die rechtstreeks verkozen worden, moeten ten minste één derde van deze Studentenraad vormen.

**Art. 14.** Elke Studentenraad beschikt over een huishoudelijk reglement. Dit bepaalt ten minste de wijze van aanstelling van de Voorzitter en de penningmeester van de Studentenraad.

In afwijking van het eerste lid kan de Studentenraad collegiaal beheerd worden zonder dat een Voorzitter aangesteld zou worden.

#### HOOFDSTUK V. — *De deelneming binnen de organen van de inrichting voor hoger onderwijs*

##### *Afdeling I. — Algemene bepaling*

**Art. 15.** De inrichtingen voor hoger onderwijs stellen alles in het werk om de deelname van studenten mogelijk te maken binnen de verschillende organen waarin ze zetelen.

##### *Afdeling II. — Specifieke bepalingen voor de universitaire instellingen*

**Art. 16.** De vertegenwoordigers van studenten zijn stemgerechtigde leden, naar rata van 20 % van de samenstelling van de organen binnen elke universitaire instelling, die bevoegd zijn voor :

1° het benoemen van het administratief personeel, alsook het gespecialiseerd personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel;

2° het vastleggen en goedkeuren van de begrotingen en de rekeningen van de universitaire instelling;

3° het beslissen, binnen de perken van de budgettaire kredieten, over onderhoudswerken voor de gebouwen die tot de instelling behoren en het laten uitvoeren ervan binnen de door de wetgeving bepaalde voorwaarden;

4° het beschikken over en bestemmen van de kredieten toegewezen aan de instelling, binnen de voorwaarden bepaald door de wetten, decreten en besluiten;

5° het beslissen over de cursussen, werkzaamheden en praktische oefeningen inzake onderwijs, overeenkomstig de wetsbepalingen;

6° het bepalen van de interne procedure en de nadere regels voor de externe procedure tot evaluatie van het onderwijs en de werking van de instelling;

7° het benoemen van de leden van het wetenschappelijk en academisch personeel.

**Art. 17.** Vertegenwoordigers van de studenten zijn stemgerechtigd, naar rata van minstens 25 % van de samenstelling van de organen belast binnen iedere universitaire instelling met :

1° het uitbrengen van een advies voor de organen bedoeld in artikel 16 omtrent alle vragen met betrekking tot het aanwenden van de pedagogische middelen en het bestemmen van human resources;

2° het uitbrengen van voorstellen met betrekking tot de studies, de examens en, in het algemeen, de pedagogische inrichting van de instelling.

**Art. 18.** Vertegenwoordigers van studenten zijn stemgerechtigd, naar rata van minstens 20 % van de samenstelling van de raden van faculteiten of organen samengesteld op het niveau van de verscheidene studiegebieden van iedere universitaire instelling.

**Art. 19.** Vertegenwoordigers van studenten zijn stemgerechtigd, naar rata van minstens 50 % van de samenstelling van de sociale raad of organen belast de sociale hulpverlening aan studenten.

**Art. 20.** Vertegenwoordigers van studenten, gekozen onder de vertegenwoordigers binnen de organen bedoeld in artikel 16, kunnen lid zijn van de organen die samengesteld worden binnen elke universitaire instelling, bevoegd voor andere aangelegenheden dan deze bedoeld in artikel 16 en alsook voor de voorbereiding van de beslissingen met betrekking tot de in hetzelfde artikel bedoelde aangelegenheden, volgens een verhouding bepaald door de overheden van de universitaire instellingen.

##### *Afdeling III. — Specifieke bepalingen voor de Hogescholen*

**Art. 21.** Vertegenwoordigers van studenten zijn stemgerechtigd, naar rata van minstens 20 % van de samenstelling van de beheersorganen of van de Raad van bestuur.

#### HOOFDSTUK VI. — *De middelen die toegekend worden aan de Studentenraad*

**Art. 22.** Naast de kosteloze terbeschikkingstelling van lokalen, kennen de inrichtingen voor hoger onderwijs jaarlijks aan de studentenraad de geldmiddelen toe die bestemd zijn voor hun werking.

Onverminderd het derde en het vierde lid wordt het geheel van de toegekende geldmiddelen berekend op basis van het aantal studenten die regelmatig ingeschreven zijn binnen de inrichting voor hoger onderwijs tijdens het academiejaar van de verkiezingen.

Voor de Hogescholen en de Hogere Kunstschole bedragen de toegekende geldmiddelen ten minste 10 euro per student. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de volgende formule : Indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het betrokken begrotingsjaar / indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2012.

Voor de universitaire instellingen bedragen de toegekende geldmiddelen ten minste 2,5 euro per student. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de volgende formule : Indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het betrokken begrotingsjaar / indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2012.



De toegekende geldmiddelen mogen niet lager zijn dan 1.000 euro. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de volgende formule : Indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het betrokken begrotingsjaar / indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2012.

Nochtans stellen de universitaire instellingen personeel ter beschikking van de Studentenraad naar rata van minstens een half voltijds equivalent per begonnen schijf van 10 000 studenten. Dit personeel wordt ter beschikking gesteld op eensluidend advies van de Studentenraad.

De rekeningen worden jaarlijks bezorgd aan de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering bij de betrokken inrichting voor hoger onderwijs. Dit moet gebeuren uiterlijk drie maanden na het einde van het boekingsjaar.

**Art. 23.** Voor de Hogescholen en de Hogere Kunstscholen worden de geldmiddelen bedoeld in artikel 22 toegekend door de Sociale Raad.

**Art. 24.** Een overeenkomst kan opgesteld worden tussen verschillende Studentenraden om de geldmiddelen die hen toegekend worden tijdens het academiejaar onder elkaar te verdelen.

De overeenkomst moet ter goedkeuring aan de Commissarissen of de Afgevaardigden van de Regering van de betrokken inrichtingen voor hoger onderwijs voorgelegd worden.

### TITEL III. — De vertegenwoordiging van de studenten op gemeenschapsniveau

#### HOOFDSTUK I. — *De opdrachten van de verenigingen die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigen*

**Art. 25.** Onder «vereniging die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigt» dient verstaan te worden de vereniging die aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° tot doel hebben alle studenten te vertegenwoordigen die een inrichting voor hoger onderwijs bezoeken;
- 2° tot doel hebben de interessen van de studenten te verdedigen en te promoten, inzonderheid inzake onderwijs en pedagogie;
- 3° de actieve deelneming bevorderen van de studenten om ze toe te laten ten volle hun rol op te nemen als actieve, verantwoordelijke en kritiekvolle burger binnen de maatschappij en hun inrichting voor hoger onderwijs;
- 4° voor de verspreiding van de informatie bij en vanuit de studenten zorgen;
- 5° deelnemen aan de opleiding van de vertegenwoordigers van de studenten.

#### HOOFDSTUK II. — *De keuze van de vereniging die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigt*

**Art. 26.** Een maal gedurende zijn mandaat kiest de Studentenraad bedoeld bij Titel II, Hoofdstuk IV, zijn gemeenschapsvertegenwoordiging.

**Art. 27.** De vergadering van de studentenraad die deze keuze moet doen, moet deze op de agenda laten voorkomen en samengeroepen worden minstens tien werkdagen ervoor.

Opdat de vergadering geldig zou gebeuren, moeten twee derde van de leden aanwezig zijn of vertegenwoordigd worden.

Wordt dit quorum niet bereikt, dan wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen ten vroegst tien werkdagen na de initieel geplande vergadering. Bij deze nieuwe vergadering dient geen quorum bereikt te worden.

**Art. 28.** Na een voorstelling van de verenigingen die aan de criteria voldoen bepaald bij artikel 25, 1° en 2° door hun vertegenwoordigers, spreken de leden van de Studentenraad zich individueel uit over de keuze van de gemeenschapsvertegenwoordiging.

Gekozen moet dus worden of een studentenvereniging al dan niet als gemeenschapsvertegenwoordiging erkend wordt.

De stemming geschiedt bij geheime stemming.

**Art. 29.** De opneming van de uitgebrachte stemmen vindt na het einde van de stemming plaats.

De Studentenraad wordt geacht, aangesloten te zijn bij de vereniging die de studenten vertegenwoordigt die de meeste stemming heeft gekregen. Indien de meerderheid van de stemmen tot een gebrek aan gemeenschapsvertegenwoordiging gaat, wordt de Studentenraad geacht bij geen enkele vereniging op gemeenschapsniveau aangesloten te zijn.

De uitslag van de stemmen wordt aan de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering toegestuurd die voor de bekendmaking ervan zorgt bij de verenigingen bedoeld bij artikel 28.

**Art. 30.** Voor de naleving van de erkenningscriteria, de berekening van de toegekende geldelijke middelen en de vertegenwoordiging van de studenten binnen de verschillende raden en commissies waarvoor deze bepaald is, wordt het werkelijke resultaat van de stemming in acht genomen. De uitslag wordt uitgedrukt in functie van het aantal studenten die regelmatig ingeschreven zijn binnen de inrichting voor hoger onderwijs.

#### HOOFDSTUK III. — *De erkenning van de verenigingen die de studenten vertegenwoordigen op gemeenschapsniveau*

**Art. 31.** Een vereniging die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigt, wordt erkend indien ze na de verkiezingen bedoeld bij artikel 26 aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° als vzw samengesteld worden;

2° zijn maatschappelijke zetel in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest hebben;

3° statuten die het decreet in acht nemen;

4° het politieke en filosofische pluralisme waarborgen;

5° minstens 15 % van de studenten vertegenwoordigen die in hogere kunstscholen ingeschreven zijn;

6° minstens 15 % van de studenten vertegenwoordigen die in een hogeschool ingeschreven zijn;

7° minstens 15 % van de studenten ingeschreven in de universitaire instellingen vertegenwoordigen;

8° minstens 15 % van de studenten vertegenwoordigen ingeschreven in de inrichtingen voor hoger onderwijs en dit in minstens drie provincies in het Waalse Gewest en/of het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;

9° voor de verspreiding van de informatie bestemd voor de studenten die ze vertegenwoordigt en de toegangsregels voor de aangeboden activiteiten, programma's en diensten, zorgen;

10° een regelmatige boekhouding houden waarbij het financiële toezicht mogelijk gemaakt wordt;

11° zich aan het nazicht van de overeenstemming van de activiteiten te onderwerpen en het nazicht van de verenigbaarheid ervan met de toekenningsvoorwaarden van de toelagen overeenkomstig het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid de artikelen 61 en 62;

12° aan de Regering, ten laatste tegen 31 december, de samenstelling te hebben meegedeeld van haar instanties alsook een afschrift van de statuten en reglementen en, desgevallend, hun wijzigingen.

De aanvraag om erkenning moet bij de Regering ten laatste tegen 30 juni ingediend worden.

**Art. 32.** Ten laatste tegen 30 november en met uitwerking op volgende 1ste januari bepaalt de Regering de erkenning van de verenigingen die op gemeenschapsniveau de studenten vertegenwoordigen.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 34 is de erkenning geldig voor een periode van drie jaar.

**Art. 33.** De erkenning door de Regering van een vereniging die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigt machtigt deze ertoe :

1° de jaarlijkse toelage bedoeld bij artikel 36 te verkrijgen;

2° aan het overleg met de Regering deel te nemen omtrent elk ontwerp van decreet of reglementair besluit betreffende de inrichting van de studies in het hoger onderwijs of de studietoelagen en – beurzen. De Regering bepaalt de nadere regels van dat overleg;

3° vertegenwoordigers van de studenten aan te wijzen binnen de verscheidene raden en commissies waarvoor hun vertegenwoordiging bepaald wordt. Het aantal vertegenwoordigers wordt bepaald volgens de D'Hondt sleutel in functie van de uitslag van de verkiezing bedoeld bij Titel III, Hoofdstuk II, behoudens gemeenschappelijke formulering door het geheel van de Verenigingen die de studenten vertegenwoordigen en die erkend zijn op gemeenschapsniveau van een gemeenschappelijk voorstel. In dat geval wordt het aantal vertegenwoordigers bepaald met inachtneming van dit voorstel.

**Art. 34.** De Regering kan de erkenning intrekken van de vereniging die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigt die ophoudt aan de voorwaarden bepaald door dit decreet te voldoen.

Aan deze procedure tot intrekking gaat een verhoor van de vertegenwoordigers van de betrokken vereniging vooraf, en indien deze nog steeds niet aan de erkenningsvoorwaarden voldoet, een ingebrekestelling door de Regering.

Eenmaal in gebreke gesteld beschikt de vereniging die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigt over een termijn van dertig dagen om opnieuw aan de voornoemde voorwaarden te voldoen. Bij gebreke daaraan wordt de erkenning van genoemde vereniging ingetrokken.

#### *HOOFDSTUK IV. — De middelen die toegekend zijn aan de verenigingen die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigen*

**Art. 35.** Het totaal bedrag van de jaarlijks door de Regering toegekende toelagen aan de verenigingen die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigen en die erkend zijn, bedraagt 105 000 euro. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de volgende formule :

Indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari van het betrokken begrotingsjaar / indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand januari 2014.

**Art. 36.** Er wordt een jaarlijkse toelagen toegekend aan elke vereniging die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigt, toegekend.

Deze toelage wordt verdeeld naar rata van het aantal maanden van erkenning van de vereniging :

1° enerzijds, naar rata van 25 % van het bedrag bedoeld bij artikel 35, op gelijke wijze tussen de op gemeenschapsniveau erkende verenigingen die de studenten vertegenwoordigen;

2° en, anderzijds, voor het overblijvende gedeelte, in functie van het percent van vertegenwoordigingsmacht opgesteld tijdens de verkiezing bedoeld bij Titel III, Hoofdstuk II.

Voor de verantwoording van de aanwending van de jaarlijkse toelagen wordt voor het behouden gedurende vijf jaar door de begunstigde vereniging gezorgd van alle verantwoordingsstukken en door hun voorlegging op elke aanvraag van de Regering.

#### TITEL IV. — Wijzigings-, overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

##### HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 37.** In de artikelen 8, eerste lid, 6°, 14, vijfde lid, 15, eerste en vierde lid van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, worden de woorden « decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en inrichting van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op het gemeenschapsniveau » telkens vervangen door de woorden « decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs ».

**Art. 38.** In artikel 4bis, eerste lid, 1°, van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen, zoals ingevoegd bij het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en inrichting van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op het gemeenschapsniveau, worden de woorden « decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en inrichting van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op het gemeenschapsniveau » telkens vervangen door de woorden « decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs ».

**Art. 39.** In de artikelen 7, 62, § 1 en 90, eerste lid, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, worden de woorden « bedoeld bij artikel 73 » telkens vervangen door de woorden « bedoeld bij artikel 10 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs ».

**Art. 40.** In artikel 2, § 1, 17° van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), zoals gewijzigd bij het decreet van 9 mei 2008, worden de woorden « bij artikel 27 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en inrichting van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op het gemeenschapsniveau » vervangen door de woorden « bij artikel 25 van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs ».

**Art. 41.** In artikel 2, 3° van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties, worden de woorden « het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en inrichting van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op het gemeenschapsniveau, het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen en het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) » vervangen door de woorden « het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs ».

**Art. 42.** In artikel 4 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij § 1, worden de woorden « bij artikel 24, eerste lid, van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en inrichting van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op het gemeenschapsniveau » vervangen door de woorden « bij artikel 22, eerste lid, van het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs »;

1° bij § 2, worden de woorden « bij artikel 24, tweede lid, van hetzelfde decreet » vervangen door de woorden « bij artikel 22, vierde en vijfde lid van hetzelfde decreet ».

##### HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepaling*

**Art. 43.** De verenigingen die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigen, die erkend zijn op 30 juni 2013, behouden die erkenning tot 31 december 2013.

##### HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 44.** Opgeheven worden :

1° de artikelen 73 tot 77 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;

2° de artikelen 27 tot 31 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten);

3° het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en inrichting van de deelneming van de studenten binnen de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten op het gemeenschapsniveau.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

**Art. 45.** De Titels I en II treden in werking vanaf het academiejaar 2012-2013, Titel III op 1 januari 2014 met uitzondering van de Hoofdstukken II en III die vanaf het academiejaar 2012-2013 in werking treden, Titel IV op 1 januari 2014 met uitzondering van artikel 43 dat op 1 juli 2013 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 september 2012.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 392-1. — Commissieamendement, nr. 392-2. — Verslag, nr. 392-3.

*Zitting 2012-2013.*

*Stukken van het Parlement.* — Vergaderingsamendement, nr. 392-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 september 2012.

---

 MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 3180

[2012/205418]

**30 AOÛT 2012.** — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant le contenu et les destinataires du rapport d'inscription prévu à l'article 12 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 1<sup>er</sup> février 2012 modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement spécialisé notamment l'article 12, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 mars 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 avril 2012;

Vu le protocole de concertation du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement, conclu en date du 9 mai 2012;

Vu l'avis 51.748/2/V du Conseil d'Etat, donné le 13 août 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n<sup>o</sup> 136 du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé et l'avis n<sup>o</sup> 24 du Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux relatifs à l'actualisation de l'attestation d'inscription dans l'enseignement spécialisé;

Considérant l'avis n<sup>o</sup> 140 du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé et l'avis n<sup>o</sup> 26 du Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux relatifs à l'actualisation du protocole justificatif de l'orientation en enseignement spécialisé;

Considérant l'avis n<sup>o</sup> 141 du Conseil supérieur de l'enseignement spécialisé et l'avis n<sup>o</sup> 28 du Conseil supérieur des centres psycho-médico-sociaux relatifs à la communication aux parents du protocole d'orientation vers l'enseignement spécialisé;

Sur la proposition de la Ministre qui a l'enseignement spécialisé dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'attestation visée à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 1<sup>er</sup> février 2012 modifiant certaines dispositions relatives à l'enseignement spécialisé est rédigée selon le modèle en annexe 1 au présent arrêté. Elle mentionne le type et le niveau d'enseignement spécialisé.

Elle est remise aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale et destinée à l'établissement d'enseignement spécialisé choisi, à l'appui de la demande d'inscription.

Au moment où l'élève quitte l'établissement d'enseignement spécialisé, l'attestation est restituée aux parents ou aux personnes investies de l'autorité parentale à leur demande, sinon elle est transmise au chef du nouvel établissement d'enseignement spécialisé fréquenté.

**Art. 2.** Le protocole justificatif visé à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tel que modifié par le décret du 1<sup>er</sup> février 2012 modifiant certaines dispositions relatives à l'enseignement spécialisé est rédigé selon le modèle en annexe 2 au présent arrêté. Il comporte les données pertinentes d'ordre médical,